

YOICHI OTABE

Ministre adjoint des Affaires étrangères ; Sherpa du G8, Japon

C'est avec grand plaisir et honneur que je suis ici aujourd'hui. Impliqué dans le G7 depuis la fin des années 70 et témoin de l'évolution de ses avancées, les questions de gouvernance mondiale ont toujours fait partie de mes priorités et je souhaite vous faire part de mes points de vue et observations.

1. **Premièrement**, je souhaiterais souligner la nécessité d'une approche multi-facettes dans la résolution des problèmes économiques mondiaux.

La crise actuelle nous a appris l'importance de la macroprudentialité. Des échecs majeurs dans le secteur financier, et notamment en matière de réglementation et de surveillance financière, ont été les principales causes de la crise.

À cet égard, en termes de gouvernance, nous nous félicitons de la création du nouveau comité de stabilité financière (FSB) avec un mandat renforcé et attendons avec impatience ses projets communs avec le FMI.

En outre, même si elles n'entrent pas dans l'agenda qui nous préoccupe ici, je souhaiterais souligner l'importance des politiques structurelles.

Même avant le début de la crise, tous les pays faisaient face à des problèmes de politique structurelle majeurs. La crise et la récession n'ont fait qu'accentuer ces problèmes.

En termes de gouvernance, l'expertise et le savoir de l'OCDE doivent être entièrement exploités et utilisés, l'organisation étant engagée depuis longtemps dans ce domaine.

2. **Deuxièmement**, à Pittsburgh, le G20 a été désigné comme le premier forum de la coopération économique internationale.

Nous devons peut-être entamer des discussions sur le moyen d'optimiser l'efficacité de cette coopération décidée par nos dirigeants.

Parmi les nombreuses questions mentionnées dans le document de cette conférence sur le thème de la Gouvernance économique et financière, je souhaiterais aborder le « cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée » défini à Pittsburgh.

Après de longues négociations, le langage employé pour ce cadre dans les déclarations du sommet de Pittsburgh peut s'avérer quelque peu complexe. Nos ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales devront définir ce cadre au cours de leur prochaine rencontre. Pour l'essentiel, ce cadre vise à déterminer un processus de coordination des politiques dont le G7 est familier du genre, avec un plus grand nombre de pays participants, y compris les économies émergentes, et avec des objectifs de plus grande envergure. Une fois la reprise assurée et les politiques extraordinaires de soutien supprimées, je suppose que ce cadre sera au cœur de la mission du G20.

À lui seul, le G7 ou le G8 ne peut assumer l'entière responsabilité d'une croissance durable et équilibrée. Par conséquent, la décision prise à Pittsburgh est historique.

Sur ces mots, nous devons considérer les trois points suivants pour assurer la réussite de ce processus :

1. Premièrement, tous les pays concernés doivent s'engager politiquement dans le processus. Notre expérience de coordination des politiques dans le cadre du G7, notamment les accords du Plaza et du Louvre, nous prouve que ce n'est pas tellement le choix des indicateurs qui compte mais plutôt la volonté politique.
En outre, je souhaiterais attirer votre attention sur le fait que les questions relatives au déséquilibre mondial, raison sous-jacente de la crise actuelle, avaient déjà été mises à l'ordre du jour avant la crise, dans le cadre d'une consultation multilatérale du FMI. Elles n'ont malheureusement attiré qu'une très faible attention de la part des politiques.
2. Deuxièmement, l'importance de « l'examen ou de la pression mutuelle ». Dans l'idéal, pour garantir la prévisibilité, les instruments exécutoires doivent être élargis pour couvrir le plus de domaines possibles. Toutefois, soyons réalistes, la sagesse du G7 et de l'OCDE repose sur leur introduction et leur renforcement de ce mécanisme « d'examen mutuel ».
Les pays développés doivent être plus attentifs aux opinions exprimées au cours du processus. À cet égard, le nouveau gouvernement japonais est déterminé à diriger son économie vers une croissance reposant davantage sur la demande nationale. Ensemble avec les États-Unis, à l'origine du lancement de ce nouveau processus, ainsi qu'avec l'Union européenne, le G7 est désormais prêt à s'engager. Les pays émergents et en développement non habitués à ce mécanisme semblent se montrer assez prudents.
Mon message serait de leur dire de ne pas avoir peur du processus mais d'assumer leur responsabilité en tant qu'acteurs majeurs de la gestion de l'économie mondiale.
3. Troisièmement, l'importance de la politique structurelle, comme je l'ai déjà mentionné, pour rééquilibrer la demande mondiale, renforcer le potentiel de croissance et tenir davantage compte des dimensions sociales et environnementales de nos économies. Outre une politique macro-économique appropriée, nous devons accorder plus d'attention à cet aspect.

4. **Enfin, et pour conclure mes remarques**, avec le changement qui s'opère en matière de structure économique mondiale, la structure de la gouvernance mondiale doit s'adapter d'elle-même. Pour définir cette nouvelle structure, je souhaiterais vous rappeler qu'il est grand temps d'en finir avec le mythe de la soi-disant « confrontation nord-sud ». Nous devons examiner ensemble les avantages et les défis de la mondialisation et de l'économie sans frontière. Nous devons tirer les leçons de l'échec de la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI), dont le but était de définir un nouvel ordre économique dans les années 70.